



CONSEIL MUNICIPAL

REGLEMENT INTERIEUR

Annexe à la délibération n° 2026-09
du CM 2 du 20.04.2026

Le Maire

Jean-François BRISSET

LEGENDE

- **en caractères droits épais :** les dispositions fixées par le C.G.C.T. s'imposant au Conseil et pouvant être modifiées par l'Etat à tout moment
- *en caractères italiques fins :* les dispositions laissées à l'appréciation du Conseil

ARTICLES encadrés sur fond grisé

Procédure devant obligatoirement figurer au règlement intérieur

SOMMAIRE

		Article	Page
PREAMBULE	Institution du règlement intérieur Cadre institutionnel d'intervention	1 2	3 3
<u>CHAPITRE 1</u> PHASE PREPARATOIRE	Périodicité des séances Convocation Ordre du jour Accès aux dossiers Questions écrites Questions orales	3 4 5 6 7 8	4 5 6 6 7 7
<u>CHAPITRE 2</u> TENUE DES SEANCES	Présidence Accès et tenue du Public Secrétaire de séance Personnel communal et intervenants extérieurs Quorum Pouvoirs Police de l'assemblée	9 10 11 12 13 14 15	8 8 9 9 10 10 11
<u>CHAPITRE 3</u> ELABORATION DES DECISIONS	Déroulement de la séance Débat ordinaire Débat budgétaire Question préalable Suspension de séance Amendements Votes	16 17 18 19 20 21 22	12 13 14 15 15 15 17
<u>CHAPITRE 4</u> SUIVI DES SEANCES	Délibérations liste des délibérations Procès-verbal Communication des documents Documents budgétaires Données synthétiques	23 24 25 26 27 28	18 18 18 19 19 19 21
<u>CHAPITRE 5</u> ORGANISATION INTERNE	Bureau exécutif Commissions permanentes Commissions spéciales Commissions réglementaires Composition des commissions Fonctionnement des commissions Comités consultatifs Représentations Droits de la minorité Prévention des conflits d'intérêts	29 30 31 32 33 34 35 36 37 38	22 22 23 23 23 24 25 25 26 27
<u>CHAPITRE 6</u> EXECUTION	Modifications Application	39 40	28 28

PREAMBULE

ARTICLE 1 – INSTITUTION DU REGLEMENT INTERIEUR

L'article L 2121-8 *du Code Général des Collectivités Territoriales dispose :*

"Dans les communes de 1 000 habitants et plus, le conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation. Le règlement intérieur précédemment adopté continue à s'appliquer jusqu'à l'établissement du nouveau règlement. Le règlement intérieur peut être déféré au tribunal administratif."

Les modalités de fonctionnement du conseil municipal de FLERS sont désormais fixées par le C.G.C.T. et les dispositions du présent règlement.

ARTICLE 2 – CADRE INSTITUTIONNEL

L'article L 2121-29 dispose "Le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune.

Il donne son avis toutes les fois que cet avis est requis par les lois et règlements, ou qu'il est demandé par le représentant de l'Etat dans le département.

Lorsque le conseil municipal, à ce régulièrement requis et convoqué, refuse ou néglige de donner avis, il peut être passé outre.

Le conseil municipal émet des vœux sur tous les objets d'intérêt local."

CHAPITRE 1 : TRAVAUX PREPARATOIRES

ARTICLE 3 – PERIODICITE DES SEANCES

Article L 2121-7 al 1 : "le conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre."

Il existe 3 types de réunions :

- 1°) la réunion ordinaire : en principe 5 fois par an, de préférence un lundi ~~à 18 H 15~~ et en évitant, si possible, les périodes de vacances scolaires.*
- 2°) la réunion extraordinaire qui ne comporte qu'un faible nombre de questions regroupées autour, si possible, d'un seul thème et dont la caractéristique est de ne pouvoir attendre la prochaine réunion ordinaire.*
- 3°) la réunion extraordinaire urgente au délai de convocation abrégé et devant être justifié à l'ouverture (voir article 4).*

Article L 2121-9 : "Le maire peut réunir le conseil municipal chaque fois qu'il le juge utile. Il est tenu de le convoquer dans un délai maximal de trente jours quand la demande motivée lui en est faite par le représentant de l'Etat dans le département ou par le tiers au moins des membres du conseil municipal en exercice, dans les communes de 1 000 habitants et plus (...) (soit, en l'espèce, un minimum de 11 conseillers).

En cas d'urgence, le représentant de l'Etat dans le département peut abréger ce délai."

ARTICLE 4 - CONVOCATIONS

Article L 2121-10 : "Toute convocation est faite par le maire. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée [article R 2121-7 : à la porte de la mairie] ou publiée. Elle est transmise de manière dématérialisée ou, si les conseillers municipaux en font la demande, adressée par écrit à leur domicile ou à une autre adresse ». *Elle précise la date, l'heure et le lieu de la réunion.*

Article L 2121-7 al 2 : "Lors du renouvellement général des conseils municipaux, la première réunion se tient de plein droit au plus tôt le vendredi et au plus tard le dimanche suivant le tour du scrutin à l'issue duquel le conseil a été élu au complet."

Article L 2121-12 al 3 : "Le délai de convocation est fixé à cinq jours francs", *c'est-à-dire non compris le jour de l'expédition ni celui de la séance. Par exemple, pour une réunion fixée au lundi, la convocation doit être expédiée le mardi précédent avant minuit.*

Le principe des 5 jours francs ne souffre qu'une seule exception :

Article L 2121-12 al 3 et 4 : "En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire, sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc. Le maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil municipal qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion pour tout ou partie à l'ordre du jour d'une séance ultérieure."

L'appréciation de l'urgence est un préalable qu'il convient de lever dès l'ouverture et le conseil commettrait une irrégularité en débattant de la question au fond avant d'avoir clairement statué sur l'urgence.

ARTICLE 5 – ORDRE DU JOUR

Le maire fixe l'ordre du jour qui est annexé à la convocation et qui est porté à la connaissance du public.

Article 2121-12 al. 1 : "Dans les communes de 3.500 habitants et plus, une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération doit être adressée avec la convocation aux membres du conseil municipal."

Il n'est plus possible d'ajouter de nouvelles questions à un ordre du jour après l'expédition de la convocation, à moins que le conseil en décide autrement à l'unanimité en début de séance.

Sauf décision contraire du maire, notamment en cas d'urgence, toute affaire soumise à la délibération et à l'approbation du conseil municipal, doit être préalablement soumise à l'une des commissions compétentes prévues au chapitre 5 du présent règlement.

ARTICLE 6 – ACCES AUX DOSSIERS

Article L 2121-13 : "Tout membre du conseil municipal a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la Commune qui font l'objet d'une délibération".

Dès inscription d'une question à l'ordre du jour d'une commission permanente et, a fortiori, à celui du conseil municipal et jusqu'au jour de la prochaine séance ordinaire, les conseillers municipaux peuvent consulter le dossier concernant ladite question en l'état, en mairie uniquement, aux heures ouvrables et après avoir pris téléphoniquement rendez-vous auprès du secrétariat du conseil.

Article L 2121-12 al 2 : "Si la délibération concerne un contrat de service public, le projet de contrat ou de marché accompagné de l'ensemble des pièces peut, à sa demande, être consulté à la mairie par tout conseiller municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur".

Hors les cas prévus ci-dessus, toute question, demande d'information ou intervention d'un conseil municipal auprès de l'administration communale devra être adressée au maire par écrit.

ARTICLE 7 – QUESTIONS ECRITES

Chaque conseiller municipal peut adresser au maire des questions écrites sur toute affaire concernant la Ville et l'action municipale.

Chaque question ne peut comporter qu'un objet unique.

Toute question écrite donne lieu à un accusé de réception du maire.

Le maire répond aux questions écrites dans un délai de 15 jours. En cas d'étude complexe, l'accusé de réception fixera le délai de réponse qui ne pourra toutefois pas excéder 6 semaines.

Aucune question écrite ne pourra donner lieu à débat en séance publique, cette procédure étant réservée aux questions orales (voir article 8).

ARTICLE 8 – QUESTIONS ORALES

Article L 2121-19 : "Les conseillers municipaux ont le droit d'exposer en séance du conseil des questions orales ayant trait aux affaires de la Commune. Dans les communes de 3.500 habitants et plus, le règlement intérieur fixe la fréquence ainsi que les règles de présentation et d'examen de ces questions. A défaut de règlement intérieur, celles-ci sont fixées par une délibération du conseil municipal.

Cette procédure est réservée aux seules séances ordinaires telles que définies à l'article 3, 1° du présent règlement.

L'exposé des questions orales intervient aussitôt après les réponses du maire aux questions orales de la précédente réunion ordinaire qui sont elles-mêmes effectuées aussitôt après l'examen de la dernière délibération inscrite à l'ordre du jour.

Chaque question ne peut comporter qu'un objet unique.

Les questions orales doivent être exposées sommairement et se limiter aux éléments strictement indispensables à la compréhension de la question. La durée de l'exposé ne peut excéder deux minutes.

Afin de permettre son annexion au procès-verbal, elle doit être rédigée par l'intervenant et remise au maire aussitôt après avoir été exposée.

Il y sera obligatoirement répondu au cours de la prochaine réunion ordinaire sauf si le maire estime disposer des éléments nécessaires pour y répondre sur-le-champ

A la demande d'un dixième au moins des membres du conseil municipal, un débat portant sur la politique générale de la commune est organisé lors de la réunion suivante du conseil municipal.

L'application du deuxième alinéa ne peut donner lieu à l'organisation de plus d'un débat par an ».

CHAPITRE 2 : TENUE DES SEANCES

ARTICLE 9 – PRESIDENCE

Article L 2121-14 : "Le conseil municipal est présidé par le maire et, à défaut, par celui qui le remplace.

Dans les séances où le compte administratif du maire est débattu, le conseil municipal élit son président.

Dans ce cas, le maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote."

Article L 2122-8 al 1 : "La séance au cours de laquelle il est procédé à l'élection du maire est présidée par le plus âgé des membres du conseil municipal".

Le Président exerce la plénitude des fonctions dévolues habituellement au maire avec, pour seule réserve, que celles-ci sont limitées à la durée et à l'objet de la mission pour laquelle il a été élu ou nommé à ce poste.

ARTICLE 10 – ACCES ET TENUE DU PUBLIC

Article L 2121-18 al 1 et 2 : "Les séances des conseils municipaux sont publiques.

Néanmoins, sur la demande de trois membres ou du maire, le conseil municipal peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos".

Dans ce cas le scrutin a lieu au scrutin public (voir article 22).

Nulle personne étrangère au conseil ne peut, sous aucun prétexte, s'introduire dans la partie de la salle réservée à l'assemblée : seuls les conseillers ainsi que les fonctionnaires territoriaux et personnalités dûment autorisés par le maire, y ont accès.

Un emplacement spécial est réservé aux représentants des médias.

Le public est admis à occuper les places qui lui sont réservées dans la salle. Durant toute la séance, le public doit s'abstenir de toute marque d'approbation ou de désapprobation susceptible d'influencer la décision de l'assemblée délibérante.

ARTICLE 11 – SECRETAIRE(S) DE SEANCE

Article L 2121-15 al 1 : "Au début de chacune de ses séances, le conseil municipal nomme un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire".

D'ordinaire la proposition du maire ne donne pas lieu à contestation ; néanmoins, si 5 conseillers présents au moins le réclament, la désignation du secrétaire interviendra au scrutin secret aussitôt après l'appel nominal et la validation des procurations.

Le secrétaire de séance vérifie en permanence que le quorum est atteint et assiste le maire pour la constatation des votes et le dépouillement des scrutins.

Il signe les délibérations (article 23 du présent règlement intérieur).

ARTICLE 12 – PERSONNEL COMMUNAL ET INTERVENANTS EXTERIEURS

Article L 2121-15 al 2 : "Le conseil municipal peut adjoindre à ce ou ces secrétaires des auxiliaires, pris en dehors de ses membres, qui assistent aux séances mais sans participer aux délibérations".

Assistent aux séances du conseil : le directeur général des services municipaux ou son représentant, les fonctionnaires du service du conseil municipal ainsi que, le cas échéant, tout autre fonctionnaire territorial ou personne qualifiée concernés par l'ordre du jour et invités par le maire.

Les uns et les autres ne prennent la parole que sur invitation expresse du maire et restent tenus à l'obligation de réserve telle qu'elle est définie par le statut de la fonction publique.

Le directeur général des services procède à l'appel nominal dès l'ouverture de la réunion, vérifie la validité des procurations et alerte le maire dès qu'une irrégularité lui paraît se produire dans le fonctionnement de la séance.

ARTICLE 13 – QUORUM

Article L 2121-17 al 1 : "Le conseil municipal ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente."

Le quorum impliquant la présence physique, les pouvoirs ne peuvent être pris en compte dans le calcul.

Pour un effectif de 33 membres, le quorum s'élève à plus de la moitié, c'est-à-dire 17.

Le quorum doit être atteint non seulement en début de séance mais aussi lors de chaque mise en discussion. Il importe donc de s'assurer que le quorum est toujours réuni avant de passer au point suivant de l'ordre du jour. Toutefois, lorsque le débat sur une question est déjà engagé, le départ de certains élus ne saurait viciar la validité de la délibération ; les conseillers qui se sont retirés, sont, dans cette hypothèse, considérés comme s'étant abstenus.

En revanche, le maire, lorsqu'il n'a pas le droit de participer au vote concernant son propre compte administratif ainsi que les conseillers qui ne peuvent pas participer à une délibération parce qu'ils sont intéressés, soit à titre personnel, soit en qualité de mandataire d'une association subventionnée, ne sont pas comptabilisés et leur défection, bien qu'involontaire et imposée par un texte, accroît le risque de passer au-dessous du seuil.

Article L 2121-17 al 2 : "Si, après une première convocation régulièrement faite selon les dispositions des articles L 2121-10 à L 2121-12, ce quorum n'est pas atteint, le conseil municipal est à nouveau convoqué à trois jours au moins d'intervalle. Il délibère alors valablement sans condition de quorum."

ARTICLE 14 – POUVOIRS

Article L 2121-20 al 1 : "Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Le pouvoir est toujours révocable. Sauf cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives."

Les procurations doivent être remises au directeur général des services avant l'appel nominal pour être citées publiquement. Elles sont validées dans leur ordre d'arrivée. En cas de dépôt simultané, le classement s'effectue en fonction de la place occupée au Tableau du conseil par le mandant.

Tout conseiller étant amené à quitter la salle des délibérations a la faculté de donner pouvoir pour tout ou partie de la séance restant à courir. Mention de la procuration est donnée lors du vote suivant.

ARTICLE 15 – POLICE DE L'ASSEMBLEE

Article L 2121-16 : "Le maire a seul la police de l'assemblée.

Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

En cas de crime ou de délit, il en dresse un procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi."

Le maire fait respecter le présent règlement.

Il rappelle à l'ordre, expulse ou poursuit tout membre du Public qui s'en écarte.

Les infractions au présent règlement, commises par les conseillers municipaux, font l'objet des sanctions suivantes :

1°) Rappel à l'ordre

Est rappelé à l'ordre par le maire tout conseiller qui entrave le déroulement de la séance de quelque manière que ce soit.

2°) Rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal

Est rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal par le maire tout conseiller qui aura encouru un premier rappel à l'ordre. Dans ce cas, le conseil municipal peut, sur proposition du maire, décider d'interdire la parole au contrevenant pour le reste de la séance : le vote se fait alors sans débat, au scrutin public (voir article 22).

3°) Expulsion

Si ledit conseiller persiste à troubler les travaux de l'assemblée, le maire peut décider de le suspendre de la séance et le faire expulser.

CHAPITRE 3 : ELABORATION DES DECISIONS

ARTICLE 16 – DEROULEMENT DE LA SEANCE

Le Maire,

1°) procède à l'ouverture de la séance après avoir constaté que le quorum était atteint (voir article 13) ;

2°) fait nommer le secrétaire de séance (voir article 11) ;

3°) fait procéder à l'appel nominal et à la validation des procurations (voir articles 12 et 14) ;

4°) fait adopter le procès-verbal de la séance ordinaire précédente ainsi que celui ou ceux, lorsqu'ils sont établis, des éventuelles séances extraordinaires tenues entre-temps (voir article 26) ;

5°) s'assure que le compte rendu des décisions qu'il a prises, en vertu de la délégation reçue du conseil municipal en application de l'article L 2122-22 du C.G.C.T. et qui a été remis à chaque conseiller en même temps que l'ordre du jour, n'appelle aucune demande d'explication ; dans le cas contraire, il apprécie s'il est en mesure d'y répondre sur-le-champ ou s'il doit réserver sa réponse jusqu'à la prochaine séance ordinaire ;

6°) donne lecture des éventuelles communications préalables du maire qui ont pour objet, soit de communiquer à l'assemblée les résultats d'un appel d'offres décidé lors d'une séance précédente, soit de donner au conseil une information que le maire estime nécessaire à la poursuite de ses travaux ;

7°) accorde immédiatement la parole en cas de réclamation formelle concernant l'ordre du jour et y répond immédiatement ;

8°) aborde les points de l'ordre du jour tels qu'ils figurent dans la convocation ; il lui est toutefois possible de modifier à tout moment l'ordre de présentation des questions ;

9°) apporte, après épuisement de l'ordre du jour, sa réponse aux questions orales de la précédente réunion ordinaire (voir article 8) ;

10°) fait exposer les questions orales de la séance en cours ;

11°) annonce, sans que cela lui crée d'obligation, la date prévisible de la ou des prochaines réunions du conseil ;

12°) prononce la clôture de la séance.

ARTICLE 17 – DEBAT ORDINAIRE

Chaque affaire fait l'objet d'un résumé sommaire par le maire ou les rapporteurs désignés par le maire.

L'exposé doit être le plus succinct possible mais doit néanmoins permettre au public, qui ne dispose pas de rapports de synthèse, de comprendre l'enjeu de chaque question.

Cette présentation peut être, si nécessaire, précédée ou suivie d'une intervention du maire ou de l'adjoint compétent.

Un membre du conseil municipal ne peut prendre la parole qu'après l'avoir demandée et obtenue du maire, quand bien même un orateur l'aurait autorisé à l'interrompre.

Lorsqu'un conseiller s'écarte de la question ou se livre à des interruptions ou à des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le maire, qui peut faire application des dispositions prévues à l'article 15.

Les conseillers prennent la parole dans l'ordre déterminé par le maire.

Au-delà de 5 minutes d'intervention, le maire peut interrompre l'orateur et l'inviter à conclure très brièvement.

Sauf autorisation expresse du maire, aucun membre du conseil ne peut reprendre la parole dans la discussion d'une délibération sur laquelle il est déjà intervenu.

Dans le cas où les débats viendraient néanmoins à s'enliser, le conseil municipal est appelé, sur proposition du maire, à fixer de manière exhaustive et définitive, le nombre d'intervenants et le temps de parole imparti à chacun d'entre eux.

ARTICLE 18 – DEBAT BUDGETAIRE

Article L 1612-26 : "Le maire ou le président de l'assemblée délibérante présente à l'assemblée délibérante, dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il fait l'objet d'une transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'une publication et d'un débat à l'assemblée délibérante, dont il est pris acte par une délibération spécifique.

Le projet de budget de la collectivité territoriale est préparé et présenté par le maire ou le président de l'assemblée délibérante qui est tenu de le communiquer aux membres de l'assemblée délibérante avec les rapports correspondants, douze jours au moins avant l'ouverture de la première réunion consacrée à l'examen de ce budget.

Le budget primitif, le budget supplémentaire et les décisions modificatives sont votés par l'assemblée délibérante."

Article L 2312-1 : "Pour l'application de l'article L. 1612-26, le rapport de la commune fait l'objet d'une transmission au représentant de l'Etat dans le département, d'une publication et d'un débat au conseil municipal dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8.

La commune transmet le rapport au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont elle est membre.

(...)

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret."

Au cours de la séance ordinaire précédant l'examen du Budget Primitif Général aura lieu chaque année, dans le délai imparti, un débat d'orientation budgétaire donnant lieu à délibération.

Article L 1612-28 al 1 : "Les crédits sont votés par chapitre et, si le conseil municipal en décide ainsi, par article."

Les crédits sont votés par chapitre et par article, sans qu'il ne soit fait obligation au Conseil municipal de procéder à un vote formel sur chacun des chapitres ou articles.

ARTICLE 19 – QUESTION PREALABLE

La question préalable, dont l'objet est de faire décider qu'il n'y a pas lieu de délibérer sur le point de l'ordre du jour évoqué peut toujours être posée par un conseiller, mais aussitôt après l'énoncé du titre ou du numéro de la question.

Elle est alors mise aux voix après débat où ne peuvent prendre la parole que 2 orateurs, celui qui a soulevé la question et un autre, d'opinion contraire.

ARTICLE 20 – SUSPENSION DE SEANCE

Elle est de droit quand elle est décidée par le maire, elle est mise aux voix des seuls conseillers présents lorsqu'elle est formulée par 5 d'entre eux au moins.

Le maire en fixe la durée et décide de la reprise des débats.

ARTICLE 21 – AMENDEMENTS

Un amendement ~~ou contre-projet~~ peut être proposé sur toute affaire en discussion soumise au conseil municipal.

Sous-article 21.1 : DEPOT

Tout amendement doit remplir les conditions suivantes :

*CONDITION 1 : FORMULATION ECRITE – un amendement doit être rédigé par écrit et signé. Il doit être remis au maire à tout moment et **au plus tard trois jours francs avant la tenue du conseil municipal, soit en le déposant à l'accueil de la mairie, soit en le transmettant par voie dématérialisée à l'adresse mail suivante : dag-assemblees@flers-agglo.fr** . Dans l'éventualité où le projet de délibération a évolué entre l'envoi de l'ordre du jour et son examen en séance, l'auteur de l'amendement peut en proposer au maire une adaptation au plus tard immédiatement après l'énoncé du titre de la question en séance publique.*

A chaque fois que cela sera matériellement possible, il fera l'objet d'une diffusion à l'ensemble des conseillers présents.

CONDITION 2 : ABSENCE DE CONTRADICTION – aucun terme de l'amendement ne doit se trouver en contradiction avec une disposition du rapport non amendé.

CONDITION 3 : COMPENSATION BUDGETAIRE – tout amendement entraînant majoration d'une dépense ou minoration d'une recette doit prévoir, d'une manière équivalente, l'augmentation d'une autre recette ou la diminution d'une autre dépense.

Tout amendement ne répondant pas à ces 3 conditions doit être déclaré **IRRECEVABLE** par le maire.

Sous-article 21.2 : EXAMEN :

Le ~~conseil municipal~~ **maire** décide si le ou les amendements proposés pour la question sont mis en délibération ou s'ils sont renvoyés pour avis à la commission compétente. Cette dernière décision entraîne ipso facto le retrait de la délibération considérée de l'ordre du jour.

~~Si le conseil décide d'en débattre, les amendements sont mis aux voix avant la question principale et ceux qui s'éloignent le plus des projets en délibération présentés par le maire sont soumis au vote avant les autres,~~

**Le cas échéant, les amendements sont mis aux voix avant la question principale.
En cas de pluralité d'amendements, l'ordre de présentation est fixé par le maire.**

ARTICLE 22 – VOTES

Article L 2131-11 : "Sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet, soit en leur nom personnel, soit comme mandataires."

Article L 2121-20 al 2 : "Les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrages exprimés. "

Ne sont pas pris en compte les bulletins blancs, les bulletins nuls et les abstentions.

Article L 2121-20 al 3 : "Lorsqu'il y a partage égal des voix et sauf cas de scrutin secret, la voix du président est prépondérante. "

Article L 2121-21 : "Le vote a lieu au scrutin public à la demande du quart des membres présents. Le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote.

Il est voté au scrutin secret :

1°) soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ;

2°) soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation.

Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le conseil municipal peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin".

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions municipales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le maire.

Tout conseiller municipal atteint d'infirmité certaine et le mettant dans l'impossibilité d'introduire son bulletin dans l'enveloppe est autorisé à se faire assister par une personne de son choix.

Le conseil municipal vote de l'une des 3 manières suivantes :

1 **à main levée** *c'est la procédure ordinaire, le résultat en étant constaté par le maire et le secrétaire*

2 **au scrutin public** *par appel nominal dans l'ordre du Tableau*
- lorsque le huis-clos est requis (voir article 10, al. 3)
- en cas d'interdiction de parole (voir article 15, 2°)
- ou si demandé par le ¼ des membres présents

3 **au scrutin secret**
- toutes les fois que demandé par le 1/3 des membres présents
- ou pour toute nomination autre que celle du secrétaire de séance
(voir article 11, al 2).

CHAPITRE 4 : SUIVI DES SEANCES

ARTICLE 23 – DELIBERATIONS

Article L 2121-23 al 1 et 2 : "Les délibérations sont inscrites par ordre de date sur un registre tenu dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat.

Elles sont signées par le maire et le ou les secrétaires de séance."

ARTICLE 24 – LISTE DES DELIBERATIONS

Article L 2121-25 : " Dans un délai d'une semaine, la liste des délibérations examinées par le conseil municipal est affichée à la mairie et mise en ligne sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe ".

La liste des délibérations comporte la date de la séance et mentionne l'objet de l'ensemble des délibérations en présentant le dispositif des délibérations et le sens des votes des membres du conseil : il est affiché et mis en ligne sur le site internet de la Ville dans le délai d'une semaine.

29.06.02

ARTICLE 25 – PROCES-VERBAL

Article L 2121-18 al 3 : "Sans préjudice des pouvoirs que le maire tient de l'article L 2121.16, (voir article 15) ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle."

Toute retransmission n'est admissible que dans la mesure où elle ne perturbe pas les débats.

Les séances publiques du conseil municipal donnent lieu à l'établissement du procès-verbal de l'intégralité des débats sous forme synthétique.

Chaque procès-verbal de séance est mis aux voix pour adoption à la séance ordinaire qui suit son établissement. Les conseillers ne peuvent intervenir, à cette occasion, que pour une rectification à apporter à sa rédaction. L'intervention ne peut excéder 3 minutes et mention en est faite en marge du procès-verbal visé. La rectification éventuelle est enregistrée au prochain procès-verbal.

ARTICLE 26 – COMMUNICATION DES DOCUMENTS

Article L 2121-26 : « Toute personne physique ou morale a le droit de demander communication des procès-verbaux du conseil municipal, des budgets et des comptes de la commune et des arrêtés municipaux.

Chacun peut les publier sous sa responsabilité.

La communication des documents mentionnés au premier alinéa, qui peut être obtenue aussi bien du maire que des services déconcentrés de l'Etat, intervient dans les conditions prévues par l'article L. 311-9 du code des relations entre le public et l'administration.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes ».

Durant les jours précédant la séance, les conseillers municipaux peuvent consulter les dossiers en mairie, les originaux ne devant en aucun cas quitter l'enceinte de la Mairie.

Pour les demandes de communication de copies de documents, ce service est rendu moyennant le paiement de la reproduction des documents selon le tarif en vigueur, fixé par le Conseil et ne pouvant dépasser le coût réel des charges de fonctionnement.

Ce service de communication est rendu moyennant le paiement de la reproduction des documents selon le tarif en vigueur, fixé par le Conseil et ne pouvant dépasser le coût réel des charges de fonctionnement.

06.06.2005

ARTICLE 27 – DOCUMENTS BUDGETAIRES

Article L 1612-34 : « Les budgets de la collectivité territoriale sont mis à la disposition du public dans les quinze jours qui suivent leur adoption ou éventuellement leur notification après règlement par le représentant de l'Etat. Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents au siège de la collectivité territoriale par tout moyen de publicité au choix du maire ou du président de l'assemblée délibérante. »

Article L 2313-1 : « Pour l'application de l'article L. 1612-34, le lieu de mise à disposition des budgets pour les communes est la mairie et, le cas échéant, la mairie annexe.

Article L 1612-35 : « I.- Les documents budgétaires sont assortis en annexe, notamment :

1° De données synthétiques sur la situation financière de la collectivité territoriale ;

2° De la liste des organismes pour lesquels la collectivité territoriale :

a) Détient une part du capital ;

b) A garanti un emprunt ;

c) A versé une subvention supérieure à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme.

La liste indique le nom, la raison sociale et la nature juridique de l'organisme ainsi que la nature et le montant de l'engagement financier de la collectivité territoriale ;

3° D'un tableau retraçant l'encours des emprunts garantis par la collectivité territoriale ainsi que l'échéancier de leur amortissement ;

4° De la liste des délégataires de service public ;

5° D'une annexe retraçant l'ensemble des engagements financiers de la collectivité territoriale résultant des marchés de partenariat ;

6° D'une annexe retraçant la dette liée à la part investissements des marchés de partenariat ;

7° Des autres états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité territoriale ainsi que sur ses différents engagements.

II.- Sont joints au seul compte financier unique :

1° La liste des concours attribués par la collectivité territoriale sous forme de prestations en nature ou de subventions ;

2° La présentation agrégée des résultats afférents au dernier exercice connu du budget principal et des budgets annexes de la collectivité territoriale ;

3° L'état “ impact du budget pour la transition écologique ” dans les conditions prévues par la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024.

III.- Lorsqu'une décision modificative ou le budget supplémentaire a pour effet de modifier le contenu de l'une des annexes mentionnées au I, celle-ci doit être à nouveau produite pour le vote de la décision modificative ou du budget supplémentaire.

IV.- Une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif et au compte financier unique afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

La présentation prévue au précédent alinéa ainsi que le rapport adressé à l'assemblée délibérante à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice prévu à l'article L. 1612-26, la note explicative de synthèse annexée au budget primitif et celle annexée au compte financier unique, conformément aux articles L. 2121-12, L. 3121-29 et L. 4132-18, sont mis en ligne sur le site internet de la collectivité territoriale, lorsqu'il existe, après l'adoption par l'assemblée délibérante des délibérations auxquelles ils se rapportent. »

ARTICLE 28 – DONNEES SYNTHETIQUES

Article R 1612-56 : " Les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité territoriale, prévues au 1° du I de l'article L. 1612-35, comprennent les ratios suivants :

- 1° Dépenses réelles de fonctionnement/population ;**
- 2° Recettes réelles de fonctionnement/population ;**
- 3° Dépenses d'équipement brut/population ;**
- 4° Encours de la dette/population ;**
- 5° Dotation globale de fonctionnement/population ;**
- 6° Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement ;**
- 7° Somme des dépenses réelles de fonctionnement et du remboursement annuel de la dette en capital/recettes réelles de fonctionnement ;**
- 8° Taux d'épargne brute, soit : épargne brute/recettes réelles de fonctionnement ;**
- 9° Taux d'épargne nette, soit : épargne nette/recettes réelles de fonctionnement ;**
- 10° Ratio d'endettement, soit : encours de dette au 31 décembre/recettes réelles de fonctionnement ;**
- 11° Capacité de désendettement, soit : encours de dette au 31 décembre/épargne brute.**

Si la collectivité territoriale bénéficie de la dotation forfaitaire dans les conditions fixées au troisième alinéa de l'article L. 2334-7, les données synthétiques comprennent également le nombre de résidences secondaires. "

L'article L 2313-1 précise dans son 5^{ème} alinéa :

"Dans ces mêmes communes de 3.500 habitants et plus, les documents visés au 1° font l'objet d'une insertion dans une publication locale diffusée dans la commune".

Tant qu'il paraîtra, le journal municipal sera le vecteur naturel de cette information.

CHAPITRE 5 : ORGANISATION INTERNE

ARTICLE 29 – MUNICIPALITE **BUREAU EXECUTIF**

~~La municipalité~~ **Le bureau exécutif** comprend le maire, les adjoints **et tout autre membre désigné par le maire.**

~~Sa réunion est provoquée et présidée par le maire ou, en cas d'empêchement, par un adjoint dans l'ordre du tableau. Elle se tient d'ordinaire une fois par semaine.~~

Il se réunit discrétionnairement à l'initiative du maire

La séance n'est pas publique.

~~Elle a pour objet d'examiner les affaires courantes et de préparer les décisions qui sont du ressort de la Municipalité.~~

ARTICLE 30 – COMMISSIONS PERMANENTES

Article L 2121-22 al 1 : "Le conseil municipal peut former, au cours de chaque séance, des commissions chargées d'étudier les questions soumises au conseil soit par l'administration, soit à l'initiative d'un de ses membres."

Il est de bonne gestion que, dès la première réunion ordinaire suivant son installation, le conseil forme ses commissions permanentes et attribue à chacune d'entre elles le secteur de compétences dévolu à chacun des adjoints.

~~Les commissions formées sont les suivantes :~~

- ~~➤ Attractivité commerciale et événementiel~~
- ~~➤ Vie quotidienne — Voirie — Etat Civil — Pièces d'identité~~
- ~~➤ Habitat — Patrimoine~~
- ~~➤ Développement de la Vie citoyenne — Communication~~
- ~~➤ Solidarités~~
- ~~➤ Education~~
- ~~➤ Culture~~
- ~~➤ Sports — Mémoire et Cérémonies Patriotiques~~
- ~~➤ Finances — Personnel — Marchés Publics~~
- ~~➤ M. le Maire.~~

ARTICLE 31 – COMMISSIONS SPECIALES

Le conseil a, en outre, la faculté de créer à tout moment, sur proposition du maire, des commissions spéciales chargées de l'étude ou de la réalisation d'une ou plusieurs affaires. Leur durée de vie est alors limitée à l'accomplissement de leur mission.

ARTICLE 32 – COMMISSIONS REGLEMENTAIRES

Ce sont celles dont l'existence et la composition sont imposées par des textes spécifiques.

Ce sont par exemple :

- ♦ *les Commissions d'Appel d'Offres*
- ♦ *le Conseil d'Administration du C.C.A.S.*
- ♦ *la Commission Communale des Impôts Directs*
- ♦ *le Comité Social Territorial, etc ...*

ARTICLE 33 – COMPOSITION DES COMMISSIONS

Article L 2121-22 al 3 : "Dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des différentes commissions, y compris les commissions d'appel d'offres (...), doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale".

Au cas où la proposition du maire ne recueillerait pas l'agrément des listes minoritaires, il serait fait application du scrutin proportionnel au plus fort reste.

ARTICLE 34 – FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS

Article L 2121-22 al 2 : "Elles sont convoquées par le maire, qui en est le président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination, ou à plus bref délai sur la demande de la majorité des membres qui les composent. Dans cette première réunion, les commissions désignent un vice-président qui peut les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché".

~~Les dix commissions sont réparties au sein de quatre « pôles ». Les commissions de chaque pôle se réunissent le même jour au même endroit étant précisé qu'il est dans la nature des choses que le pôle chargé des Finances du Personnel et des Marchés Publics siège en dernier de manière à avoir connaissance des incidences financières des propositions des autres pôles et commissions. A cette fin, lui est réservé le 2ème ou le 3ème jour ouvrable précédant l'envoi de l'ordre du jour (soit, dans le cas d'une convocation du conseil expédiée le mardi, le jeudi ou le vendredi précédent).~~

~~Ces pôles sont les suivants :~~

- ~~• **Pôle 1 : Attractivité commerciale et événementiel - Vie Quotidienne, Voirie, Etat Civil et Pièces d'identité- Habitat et Patrimoine** : commissions 1 à 3, soit 16 membres au total dont 1 représentant de chaque liste de la Minorité par commission.~~
- ~~• **Pôle 2 : Développement de la Vie Citoyenne, Communication - Solidarités** : commissions 4 et 5, soit 16 membres au total dont 1 représentant de chaque liste de la Minorité par commission.~~
- ~~• **Pôle 3 : Education - Culture - Sports - Mémoire et Cérémonies Patriotiques** : commissions 6, 7 et 8, soit 16 membres au total dont 1 représentant de chaque liste de la Minorité par commission.~~
- ~~• **Pôle 4 : Finances - personnel - Marchés Publics** : commissions 9 et 10, soit 16 membres au total dont 1 représentant de chaque liste de la Minorité par commission.~~

Les commissions instruisent les affaires qui leur sont soumises et, en particulier, les projets de délibération intéressant leur secteur d'activité, lesquels seront transmis, dans toute la mesure du possible, avec la convocation.

Elles n'ont pas pouvoir de décision et émettent leur avis à la majorité des membres présents, sans qu'un quorum de présence soit exigé.

Sauf si elles en décident autrement, l'adjoint du secteur concerné est le rapporteur chargé de présenter l'avis de la commission au conseil municipal lorsque la question vient en délibération devant lui.

Les séances des commissions ne sont pas publiques.

Y assistent, à titre purement consultatif, tout fonctionnaire territorial ou personne qualifiée, ou leur représentant, lorsqu'ils y ont été conviés en temps opportun par le président ou le vice-président.

Un compte rendu est dressé sur le champ par l'un de ses membres désignés à cet effet et signé de tous les membres présents. Après visa et, le cas échéant, observations du maire, ce document interne est communiqué au vice-président de la commission ainsi qu'à chacune des têtes de listes minoritaires.

ARTICLE 35 – COMITES CONSULTATIFS

Article L 2143-2 : "Le conseil municipal peut créer des comités consultatifs sur tout problème d'intérêt communal concernant tout ou partie du territoire de la commune. Ces comités comprennent des personnes qui peuvent ne pas appartenir au conseil, notamment des représentants des associations locales.

Sur proposition du maire, il en fixe la composition pour une durée qui ne peut excéder celle du mandat municipal en cours.

Chaque comité est présidé par un membre du conseil municipal, désigné par le maire. Les comités peuvent être consultés par le maire sur toute question ou projet intéressant les services publics et équipements de proximité et entrant dans le domaine d'activité des associations membres du comité. Ils peuvent par ailleurs transmettre au maire toute proposition concernant tout problème d'intérêt communal pour lequel ils ont été institués".

ARTICLE 36 – REPRESENTATIONS

Article L 2121-33 : "Le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes".

Le vote a lieu au scrutin secret (voir article 22).

Au cas où la proposition du maire ne recueillerait pas l'agrément de la ou des listes minoritaires, il serait fait application du scrutin proportionnel au plus fort reste.

ARTICLE 37 – DROITS DE LA MINORITE

SOUS-ARTICLE 37-1 - LOCAUX

Article L 2121-27 : "Dans les communes de plus de 3 500 habitants, les conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale qui en font la demande peuvent disposer sans frais du prêt d'un local commun. Un décret d'application détermine les modalités de cette mise à disposition."

Article D 2121-12 : "Les modalités d'aménagement et d'utilisation du local commun mis à la disposition des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale, en application de l'article L 2121-27, sont fixées par accord entre ceux-ci et le maire. En cas de désaccord, il appartient au maire d'arrêter les conditions de cette mise à disposition."

Dans les communes de 10 000 habitants et plus, les conseillers municipaux concernés peuvent, à leur demande, disposer d'un local administratif permanent.

(...)

La répartition du temps d'occupation du local administratif mis à la disposition des conseillers minoritaires entre leurs différents groupes est fixée d'un commun accord. En l'absence d'accord, le maire procède à cette répartition en fonction de l'importance des groupes".

La ou les minorités disposent, en mairie et pendant les heures ouvrables, d'un local administratif permanent, pouvant leur permettre d'y tenir réunion.

Les conditions d'accès ne subiront aucune autre limite que celles imposées par les règles de sécurité.

En dehors des heures ouvrables, le responsable de la minorité voudra bien avertir, dans un délai raisonnable (au minimum de 24 h ouvrables), la Direction Générale des Services des dates de réunions projetées, afin que l'ouverture et la fermeture des portes de la Salle des Commissions du Moulin du Château, et dans les limites des disponibilités de cette salle, puissent être assurées par les gardes-appariteurs.

SOUS-ARTICLE 37-2 - JOURNAL MUNICIPAL

Article L 2121-27-1 : " Dans les communes de 1 000 habitants et plus, lorsque des informations générales sur les réalisations et sur la gestion du conseil municipal sont diffusées par la commune, un espace est réservé à l'expression des conseillers élus sur une liste autre que celle ayant obtenu le plus de voix lors du dernier renouvellement du conseil municipal ou ayant déclaré ne pas appartenir à la majorité municipale.

(...)

Les modalités d'application du présent article sont définies par le règlement intérieur du conseil municipal".

La parution est trimestrielle. Les documents (textes et photos) sont remis à l'imprimerie environ 3 semaines avant la distribution. Il faut donc tenir compte des délais de mise en page, corrections sur bon à tirer, impression et enfin livraison par la Poste.

Les dates sont calées en fonction d'un calendrier selon la plus grande régularité possible hormis certains décalages obligés pour permettre de coller à l'actualité municipale ou d'annoncer certains événements de la cité. L'espacement des parutions demeure, dans la mesure du possible, du même ordre.

Afin d'être mise en page dans les temps, la page réservée à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale doit parvenir au Service Communication avant le bouclage de chaque édition en version numérique.

Le représentant de chaque minorité municipale est informé de la date limite par lettre simple au plus tard quinze jours à l'avance.

ARTICLE 38 – PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS

Le conflit d'intérêt se définit comme toute situation d'interférence entre un intérêt public et un intérêt privé qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction.

La ville de Flers dans le cadre de ses objectifs de transparence et de probité souhaite s'engager dans la prévention des conflits d'intérêts pour les élus municipaux. La culture de l'éthique et de la transparence politique s'est approfondie avec la loi n°2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat. Il insère notamment un nouvel article L.1111-13 dans le code général des collectivités territoriales qui définit pour la première fois l'élu local et instaure la « Charte de l'élu local » énonçant les principes déontologiques à respecter pendant l'exercice d'un mandat local. Cette charte est donnée en lecture lors de la première séance de la mandature et une copie en est remise à chaque élu. Cette charte contient notamment comme principe que :

« 3. L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts réprimé par la loi. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote ».

Ce principe doit se traduire par un engagement de déport des élus en cas de risque de conflits d'intérêts. Dans ce cadre les élus municipaux s'engagent à ne pas prendre part à l'instruction, aux débats et au vote de toute délibération concernant tout organisme dans lequel ils ont un intérêt personnel ou tout autre intérêt particulier, soit directement, soit via leur conjoint, leur concubin ou leur partenaire du pacte civil de solidarité ou leurs enfants. Ils exercent leurs fonctions avec probité et intégrité conformément aux points 1 et 2 de la Charte de l'élu local.

Ainsi, chaque élu municipal est tenu de transmettre au service des Assemblées de la ville de Flers, à chaque renouvellement du conseil, une déclaration initiale de conflits d'intérêts qu'ils sont susceptibles de rencontrer. Cette déclaration initiale est mise à jour par chaque élu pendant toute la durée du mandat.

CHAPITRE 6 : EXECUTION

ARTICLE 39 – MODIFICATIONS

Comme indiqué à l'article 1 du présent règlement intérieur, il est adopté, dans les 6 mois suivant chaque renouvellement du conseil.

Ce règlement pourra, à tout moment, être modifié :

1°) sur proposition du maire

2°) à la demande d'1/3 des membres en exercice du conseil.

ARTICLE 40 – APPLICATION

Le présent règlement entrera en vigueur dès son dépôt en Sous-Préfecture.

Il continuera à s'appliquer jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle adoption ou modification.